

Il n'y a pas de preuve, mais c'est toujours considéré comme certain.



La réponse du gouvernement cubain à la diffamation lancée par un représentant de ce que l'on appelle la grande presse américaine, concernant la possible construction dans l'archipel des Caraïbes d'une base de renseignements chinoise destinée à espionner la nation nord-américaine, a été rapide, puissante et directe.

Un examen des titres et des informations publiés dans la presse d'entreprise mondiale montre une copie presque conforme de ce qui a été écrit dans le Wall Street Journal, un outrage qualifié par Cuba de calomnie et de mensonge.

Cependant, dans les premières heures qui ont suivi la "cascade" de duplications de ce qui a été dit, sans preuve, par le journal américain, peu de médias ont fait allusion à la déclaration énergique du vice-ministre cubain des affaires étrangères, Carlos Fernández de Cossío.

Le haut fonctionnaire a démenti la publication par le journal du prétendu accord entre La Havane et Pékin pour l'établissement d'une enclave militaire sur le territoire antillais, destinée - écrivent-ils - à intercepter les communications américaines.

Malgré les tentatives de la presse hégémonique d'édulcorer la déclaration catégorique de Fernández de Cossío, accompagnée de l'argument selon lequel Cuba rejette la présence militaire étrangère dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la vérité de ce pays soumis à un blocus et à de sévères limitations matérielles ne peut pas toujours être voilée.

La nation caribéenne est très familière avec ce type de sophismes, car elle en a été la cible au cours de la confrontation prolongée avec les États-Unis.

Périodiquement, certains secteurs ont besoin d'oxygène supplémentaire pour présenter Cuba comme ce qu'ils appellent une menace.

C'est ainsi qu'ils le font pour renforcer la permanence du siège et même des listes unilatérales fallacieuses.

Pour ces instigateurs du danger invoqué de Cuba par rapport à la sécurité des États-Unis, le fait que ce pays des Caraïbes soit signataire de la Déclaration de l'Amérique latine et des Caraïbes comme zone de paix, signée par la CELAC à La Havane en 2014, semble ne rien signifier.

Si nous parlons de présences en dehors de l'Amérique latine et des Caraïbes, le Wall Street Journal et les autres médias qui se sont fait l'écho du scénario de la prétendue installation chinoise devraient se pencher sur la présence de troupes américaines dans les bases situées dans la région.

Ils devraient également évoquer les troupes américaines stationnées à Cuba, sur la base de Guantánamo, contre la volonté des habitants de cet archipel.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/325379-il-ny-a-pas-de-preuve-mais-cest-toujours-considere-comme-certain>



Radio Habana Cuba